

## PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Annecy, le 28 mai 2010

Service Protection de l'Environnement  
Industriel et Agricole  
Ref : CD

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

### Arrêté DDPP n° 2010.126

Prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°  
1493-92 du 28 août 1992,  
Établissement de la Société SALOMON à Rumilly.

- VU** le code de l'environnement, livre V titre 1<sup>er</sup> de la partie législative relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.512-3 et L.512-17;
- VU** le code de l'environnement, livre V titre 1<sup>er</sup> de la partie réglementaire relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R.512-74 à R.512-76;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43;
- VU** le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1493-92 du 28 août 1992, modifié par l'arrêté préfectoral n° 97-842 du 29 avril 1997, ayant autorisé la société SALOMON à exploiter une usine de fabrication de skis située en zone industrielle de Balvay sur la commune de Rumilly;
- Vu** la déclaration du 31 mars 2009 de la société Salomon relative à la cessation définitive d'activité de son établissement de Rumilly, réalisée en application de l'article R.512-74 du code de l'environnement;
- Vu** le dossier de cessation d'activité du 27 août 2009 transmis à monsieur le préfet;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 06 avril 2010;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 28 avril 2010 au cours duquel l'exploitant a été entendu;
- CONSIDÉRANT** que l'étude fournie dans le dossier sus-visé a mis en évidence la présence d'hydrocarbures à des concentrations significatives dans les sols situés sous les ateliers au droit de deux zones d'étendue limitée;

**CONSIDÉRANT** que l'étude sus-visée a aussi notamment mis en évidence dans les eaux souterraines prélevées à l'aval immédiat de l'établissement la présence d'hydrocarbures et de nickel à des concentrations supérieures aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

**CONSIDÉRANT** la présence du captage d'alimentation en eau potable dit de " Madrid" situé à 300 m à l'aval hydraulique de l'établissement, dont le périmètre de protection éloigné est contiguë avec la limite de l'enceinte du site Salomon;

**CONSIDÉRANT** l'usage futur du site, qui resterait du type industriel avec maintien en l'état des bâtiments;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient en premier lieu de supprimer les sources potentielles de pollution des eaux souterraines représentées par les deux points de pollution aux hydrocarbures identifiés dans l'étude du dossier de cessation d'activité.

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'effectuer une surveillance des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique de l'établissement de la société Salomon afin de vérifier que, sur une durée suffisante, la suppression des points de pollution s'avère efficace;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

## **A R R E T E**

### Article 1<sup>er</sup>

La société SALOMON, dont le siège social est situé aux Croiselets - 74370 Metz-Tessy, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le traitement des pollutions ainsi que la surveillance des eaux souterraines de son ancien établissement de fabrication de skis implanté en zone industrielle de Balvay sur la commune de Rumilly.

### Article 2 : traitement des pollutions du sol

Sous un délai de 5 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les terres contaminées par les hydrocarbures seront excavées au droit des deux zones suivantes identifiées dans l'étude du dossier de cessation d'activité du 27 août 2009 référencée 1509848/A VO ( cf. plans joints au présent arrêté ):

- Point S10 localisé dans l'atelier dénommé U2.
- Point C1 localisé dans l'atelier dénommé U1.

Afin de s'assurer que toutes les terres contaminées ont bien été excavées au niveau de ces deux points et qu'il n'y a pas eu d'extension des zones polluées initialement estimées (en profondeur et latéralement), des prélèvements seront réalisés en fond et en bord de chaque fouille avant remblaiement de façon à constituer un échantillon de sol représentatif.

Chaque échantillon fera l'objet d'une analyse sur les hydrocarbures totaux selon les méthodes de référence et les normes en vigueur. Si nécessaire, les excavations seront poursuivies tant que la concentration en polluant relevée dépassera la teneur seuil de 500 mg/kg MS, correspondant à la valeur limite d'acceptabilité du dépôt en centre de stockage de déchets inertes.

Les terres excavées seront éliminées dans des centres de traitement autorisés à cet effet et les bordereaux de suivi de déchets dangereux émis à cette occasion seront transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux.

Les zones excavées seront ensuite remblayées par des matériaux sains et propres. Les documents justifiant la provenance de ces matériaux seront transmis à l'inspection des installations classées.

A l'issue des travaux, la société Salomon communiquera à l'inspection des installations classées un bilan de cette opération de traitement du site.

### Article 3 : surveillance des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines sera réalisée avant et après les travaux de traitement de la pollution du sol selon les modalités suivantes:

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau issue des piézomètres PzB (amont), Pz2 (latéral) et Pz1 (aval) localisés sur le plan joint au présent arrêté suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X31.615 de décembre 2000.

Préalablement à la première mesure sous-mentionnée, le piézomètre aval Pz1 devra être approfondi jusqu'au mur de la nappe phréatique.

La concentration des substances ci-dessous dans les échantillons d'eau souterraines des trois piézomètres sera déterminée conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur:

- Hydrocarbures totaux.
- Nickel.
- Ammonium.
- Arsenic.
- Cuivre.
- Plomb.

Une mesure du niveau piézométrique de chaque ouvrage sera réalisée lors de chaque prélèvement.

Une campagne de prélèvements et d'analyses sera réalisée avant le commencement des travaux d'excavation des terres polluées.

Après la fin des travaux d'excavation, les campagnes de prélèvements et d'analyses seront réalisées pendant un an à raison d'une fréquence trimestrielle intégrant au moins une période de hautes eaux et une période de basses eaux.

A l'issue de la période d'un an, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une synthèse de la surveillance réalisée, accompagnée de ses commentaires et de ses propositions argumentées sur les éventuelles actions à conduire.

### Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SALOMON.

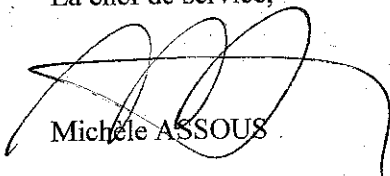
Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de Rumilly,
- Mme. la Déléguée territoriale départementale de l'agence régionale de santé.

Pour ampliation,  
La chef de service,

  
Michèle ASSOUS



Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY